



074

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AAONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-AG/2026 DU 27 AOÛT 2026
PASSE EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'ACQUISITION PAR LE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DE SIX (06) CAMIONS DE TYPE BENNE
8X4, DESTINES AUX TRAVAUX EN REGIE.

Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP/Exercice 2026
Imputation 60 36 373 1 33000007 0451 522910

Objet :

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public de l'Exercice 2026, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance, pour le compte de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert, en procédure d'urgence, pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1- Consistance de la Fourniture

La Fourniture, objet du présent Appel d'Offres, porte sur l'acquisition de six (06) camions de type benne 8x4, destinés aux travaux en régie, dont les spécifications techniques doivent être compatibles avec celles contenues dans le Cahier des Spécifications Techniques de la Fourniture.

3- Allotissement :

La fourniture est constituée en un lot unique.

4- Coût prévisionnel :

Désignation	Montant prévisionnel T.T.C. (F CFA)	Délai de livraison
Acquisition par le Ministère des Travaux Publics de six (06) camions de type benne 8x4, destinés à l'exécution des travaux en régie.	496.000.000	60 jours
TOTAL	496.000.000	

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études, est de **quatre cent quatre-vingt-seize millions (496.000.000) FCFA Toutes Taxes Comprises.**

5- Délai de livraison et le lieu :

Le délai de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de **soixante (60) jours calendaires** et la livraison s'effectuera au Garage Administratif de Yaoundé.

6- Participation et origine :

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droit camerounais ayant les capacités techniques et financières pour livrer la Fourniture en commande.

A 3 H

7- Financement :

La fourniture, objet du présent Appel d'Offres, est financée par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercice 2026, Imputation : 60 36 373 1 33000007 0451 522910

8- Mode de soumission

Le mode de soumission est en ligne exclusivement, selon les modalités y afférentes indiquées par la Pièce N°15 du Dossier d'Appel d'Offres.

9- Caution de soumission

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, établie selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres (Annexe 3 Pièce N°10), et accompagnée du récépissé de sa constitution, émis par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Elle devra être délivrée par un organisme financier de première catégorie, autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics et dont la liste est jointe au Dossier d'Appel d'Offres, au titre de sa Pièce N°14.

Ladite caution sera d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres, et sera d'un montant d'un million (1000 000) FCFA.

L'absence de la caution de soumission, à l'ouverture des offres, entraîne le rejet systématique de l'offre et sa non-conformité accorde au soumissionnaire un délai maximum de quarante-huit heures (48h), pour la rendre conforme.

La caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la soumission concernée est considérée comme absente.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables auprès des services du Maître d'Ouvrage, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage de l'Immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, dès la publication du présent avis. La version électronique sur plateforme COLEPS aux adresses [http ;//www.marchepublic.com](http://www.marchepublic.com) et [http ;//www.publiccontrats.cm](http://www.publiccontrats.cm), dès publication du présent avis.

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu dans les services du Maître d'Ouvrage, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage de l'Immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable, au titre des frais d'achat du dossier, de deux cent mille (200 000) Francs CFA. Il est également possible de l'obtenir aux adresses sur indiquées pour la version électronique. La version électronique sur plateforme COLEPS aux adresses [http ;//www.marchepublic.com](http://www.marchepublic.com) et [http ;//www.publiccontrats.cm](http://www.publiccontrats.cm), dès publication du présent avis.

Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

A8 ✓

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant le prestataire désireux de participer à la consultation.

12- Remise des offres

La soumission *se fera exclusivement en ligne*, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme GOLEPS, au plus tard, le **23 SEPT 2026** 11 heures.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, accompagnée de l'accusé de réception sur plateforme, l'original de la caution de soumission, ainsi que celui du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) devront parvenir sous pli fermé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage de l'Immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, au plus tard le **23 SEPT 2026** à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

074 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-AG/ 2026 DU **27 AOÛT 2026**
PASSE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION PAR LE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS DE SIX (06) CAMIONS DE TYPE BENNE
8X4, DESTINES AUX TRAVAUX EN REGIE.
COPIE DE SAUVEGARDE,
ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION ET COPIE
DU RECEPISSE DE CONSIGNATION DE LA CDEC ».

Les tailles maximales des volumes cités ci-après (Fichier 1, Fichier 2, Fichier 3), qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire, sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Fichier A) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Fichier B) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Fichier C).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser les logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Présentation des offres

Les documents constituant les offres seront rédigés en français ou en anglais, répartis en trois Fichiers, ci-après indiqués :

- **Fichier A** contenant le Dossier Administratif ;
- **Fichier B** contenant l'Offre Technique ;
- **Fichier C** contenant l'Offre Financière.

Les différentes pièces de chaque Fichier seront numérotées dans l'ordre du Dossier d'Appel d'Offres et séparées par des intercalaires de couleur autre que la couleur blanche.

14- Recevabilité des offres

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le ~~23 SEPT 2026~~ 11 heures.

Toute offre incomplète, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission (accompagnée du récépissé ad hoc émis par la Caisse de Dépôts et Consignations), délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréé(e) par le Ministère en charge des finances, pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre, sans aucun recours.

15- Ouverture des Offres/Fichiers

L'ouverture des offres se fera en un temps, pour les trois Fichiers A (contenant le Dossier Administratif), B (contenant l'Offre Technique) et C (contenant l'Offre Financière), et aura lieu le ~~23 SEPT 2026~~ dès 12 heures, dans la salle affectée à la Commission Interne de Passation des Marchés des Services, des Prestations Intellectuelles et des Approvisionnements Généraux (CIPM-SPIAG), située au Sous-Sol -01(Porte -1/17), Bâtiment A de l'Immeuble Siège du Ministère des Travaux Publics sis à ETOUDI au lieu-dit Nouveau Centre Administratif.

Les soumissionnaires, qui le désirent, peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix, dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises autorisé.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois, à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres (à l'exception du Numéro d'Identifiant Unique et de l'Attestation de Conformité Fiscale qui doivent dater d'au plus un (01) mois).

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif, lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16- Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées sur deux natures de critères ; les critères éliminatoires et les critères essentiels. Le non-respect de ces critères peut conduire au rejet des offres du soumissionnaire.

Lesdits critères s'établissent, et sont évalués comme indiqué par le tableau qui suit :

16-1 Critères éliminatoires

❖ Pour le Dossier Administratif

- a) Absence de la caution de soumission, à l'ouverture des fichiers, délivrée par un organisme financier de première catégorie, autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics.

A-8 4

NB : Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des Fichiers est irrecevable.

- b) Non-production, au-delà du délai de 48 heures, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des Fichiers.

❖ **Pour l'Offre Technique**

- a) Absence ou non-conformité de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes, établie par le MINMAP ;
- b) Absence du certificat d'origine de la fourniture ;
- c) Absence de l'existence d'un atelier de réparation à Yaoundé (justification de la disponibilité d'un atelier de réparation en propriété ou en partenariat à Yaoundé) ;
- d) Absence de prospectus en couleur, catalogue, dessins ou fiches techniques produits par le fabricant ;
- e) Absence du certificat de conformité ou d'homologation délivré par le Ministère des Transports (MINTRANS) ;
- f) Non-respect d'une caractéristique technique majeure du type de véhicules, objet de la commande, dont la liste figure à la Pièce N°5 du DAO « Cahier des Spécifications Techniques » ;
- g) Non satisfaction d'au moins 70% des spécifications techniques mineures ;
- h) Absence d'une capacité financière d'un montant au moins égal à **149 000 000** FCFA établie par une banque de 1er ordre ;
- i) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- j) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales.

❖ **Pour les critères éliminatoires d'ordre général**

- a) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses, pièces falsifiées ou non authentiques ;
- b) Non-respect d'au moins 4 critères sur l'ensemble des 5 critères essentiels dont obligatoirement le critère relatif aux caractéristiques techniques ;
- c) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

16-2 Critères essentiels

- a) Planning et délai de livraison sur **01 critère** ;
- b) Garantie sur **01 critère** ;
- c) Service après-vente sur **01 critère** ;
- d) Références (RF) du soumissionnaire sur **01 critère**.

17- Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et ayant été évaluée la **moins disante**.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le Marché dans le cadre du présent Appel d'Offres à un soumissionnaire ayant déjà été cocontractant d'un Marché

de fourniture au MINTP et dont les performances ont été jugées peu satisfaisantes ou ayant fait l'objet d'un constat de défaillance ou d'une résiliation.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats/Cellule des Affaires sise au 4^{ème} étage de l'Immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontrats.cm> et <http://www.marchepublic.com>

20- Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

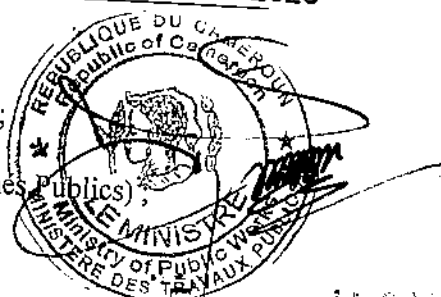
21- Lutte contre la corruption et mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25/699 37 07 48, l'ARMP.

Yaoundé, le 27 AOÛT 2026

Copie :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
(Pour publication sur la Plateforme COLEPS)
- ARMP (pour publication dans le Journal des Marchés Publics) ;
- MINTP ;
- CIPM-SPIAG/MINTP ;
- Affichage (chrono) Archives.



Emmanuel NGANOU D.



No. **074** OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AAONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-AG/2026 OF **27 AOUT 2026**
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF SIX (6) 8X4 DUMP TRUCKS
INTENDED FOR WORKS UNDER DIRECT LABOUR BY THE MINISTRY OF PUBLIC
WORKS.

Financing: MINTP Public Investment Budget / 2026 Financial Year
Line 60 36 373 1 33000007 0451 522910

Subject:

As part of the implementation of the Public Investment Budget for the 2026 financial year, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders, in emergency procedure for the execution of the above-mentioned operation.

1- Nature of the Supply

The supply, which is the subject of this call for tenders, consists of the purchase of six (6) 8x4 dump trucks intended for works under direct labour, the technical specifications of which must be compatible with those set out in the Special Technical Specifications for the supply.

3- Allotment

The supply shall be tendered for in a single lot.

4- Estimated Cost

Description	Estimated Cost, Including Taxes (CFA F)	Delivery Time Frame
Purchase of six (6) 8x4 dump trucks intended for works under direct labour by the Ministry of Public Works.	496,000,000	60 days
TOTAL	496,000,000	

The estimated cost of the operation at the end of studies is **four hundred and ninety-six million (496,000,000) CFA francs, including taxes.**

5- Delivery Time Frame and Place

The delivery time frame provided for by the Project Owner is **sixty (60) calendar days** and the vehicles shall be delivered in the administrative garage in Yaounde.

6- Eligibility

Participation is open on equal terms to all companies governed by Cameroonian law with the technical and financial capacities to deliver the supplies ordered.

7- **Funding**

The supply under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, 2026 Financial Year, Line: 60 36 373 1 33000007 0451 522910

8- **Bidding Method**

Bidding is exclusively online, in accordance with the relevant procedures set out in Document 15 of the Tender Documents.

9- **Bid Bond**

Tenders must be accompanied by a stamped, hand-paid bid bond, drawn up in accordance with the model indicated in the Tender Documents (Appendix 3, Document No. 10), along with the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC). It must be issued by a first-class body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts; the list of which is attached in the Tender Documents as Document 14.

The said bid bond, worth **one million (1,000,000) CFA francs**, shall be valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the tender submission deadline.

In the absence of the bid bond at the tender opening session, the bid shall simply be rejected. In case of non-compliance, the bidder shall be granted a maximum extension of 48 hours to comply.

A bid bond having no connection with the bid concerned will not be taken into account.

10- **Consultation of Tender Documents**

Hard copies of Tender Documents may be consulted during office hours at the Project Owner's offices, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the new administrative centre at Etoudi, upon publication of this Call for Tenders. Soft copies will be available on COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchepublic.com> and <http://www.publiccontrats.cm>, upon publication of this Call for Tenders.

11- **Acquisition of Tender Documents**

Hard copies of Tender Documents may be obtained at the Project Owner's offices, Department of Contracts, Tenders Unit, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the new administrative centre at Etoudi, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and fifty thousand (200,000) CFA francs**. It is also possible to obtain soft copies at the addresses indicated above. The soft copies are available on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchepublic.com> and <http://www.publiccontrats.cm>, upon publication of this Call for Tenders.

However, online tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

Such receipt must identify the payer as the representative of the service provider willing to participate in the consultation.

12- Submission of Tenders

Bids shall be exclusively submitted online, on COLEPS platform no later than 23 SEPT 2026 at 11 a.m.

A backup copy of the bid saved in a USB, CD or DVD drive, together with the platform acknowledgement receipt, the original of the bid bond and that from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) acknowledgement receipt, shall be submitted **against a receipt** and in a sealed envelope, at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located in the new administrative centre at Etoudi, no later than 23 SEPT 2026 at 11 a.m. It shall bear the following:

074
NO. 074
"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
MINO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-AG/ 2026 OF 27 AOUT 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF SIX (6) 8X4 DUMP TRUCKS
INTENDED FOR WORKS UNDER DIRECT LABOUR BY THE MINISTRY OF PUBLIC
WORKS.
BACKUP COPY,
ORIGINAL BID BOND AND A COPY
OF THE RECEIPT ISSUED BY THE CDEC".

The maximum size of the documents mentioned below (File 1, File 2 and File 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (file A);
- 15 MB for the Technical Offer (file B);
- 5 MB for the Financial Offer (File C).

Accepted formats include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13- Presentation of Tenders

Tender constituent documents shall be drafted in French or English, presented in three files, as indicated below:

- **File A** containing the administrative offer;
- **File B** containing the technical offer;
- **File C** containing the financial offer.

The different documents of each file shall be numbered as indicated in the Tender Documents and separated by dividers of the same colour, other than white.

14- Bid Admissibility

Bids can be submitted "exclusively online" on the COLEPS platform no later than 23 SEPT 2026 at 11 a.m.

A 8 8

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond (accompanied by the ad hoc receipt issued by the Deposits and Consignments Fund), issued by a first category body or financial institution authorised, by the Ministry in charge of finance, to issue bonds as part of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid, without any possible petition.

15- Opening of Tenders/Files

Opening of Tenders shall be done at once for the three files, A (containing the administrative file), B (containing the technical offer) and C (containing the financial offer), ~~on 3 SEPT 2026~~ at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Services and General Procurement (CIPM-SPIAG), located in Basement No. 1 (Door 1/17) of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works at ETOUDI, in the new administrative centre.

Tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, if they wish, even in the case of an authorised consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders (except for the Unique Identification Number and the tax compliance certificate, which must date no more than one (1) month).

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid shall be rejected.

16- Evaluation Criteria

Tenders will be assessed based on two criteria: eliminatory criteria and essential criteria. Failure to comply with these criteria may result in the rejection of tenders.

These criteria are set out and assessed as indicated below:

16- 1 Eliminatory Criteria

❖ For the Administrative File

a) Absence of a bid bond during the opening of files, issued by a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts.

Note: A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during the file opening session shall be rejected.

b) Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the file opening session.

A 36

❖ **For the technical offer**

- a) Absence or non-compliance of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of defaulting companies drawn up by the Ministry of Public Contracts;
- b) Absence of the Certificate of Origin;
- c) Absence of a repair workshop in Yaounde (proof of the availability of an owned or partnered repair workshop in Yaounde);
- d) Absence of colour brochures, catalogue, drawing or technical data sheet produced by the manufacturer;
- e) Absence of a compliance certificate or approval certificate issued by the Ministry of Transport (MINTRANS);
- f) Failure to comply with all the major technical features of vehicles listed in Document No. 5 of the Tender Documents "Special Technical Specifications";
- g) Absence of a financing capacity of at least 149,000,000 CFA francs established by a first-class bank;
- h) Failure to submit the CCAP, initialled on each page, dated and signed on the last page marked with the handwritten phrase 'Read and approved';
- i) Absence of the stamped and signed integrity charter;
- j) Absence of the declaration of commitment to respect environmental clauses.

❖ **For the Financial Offer**

- a) Absence or non-compliance of a stamped, dated and signed bid;
- b) Absence or non-compliance of the Bill of Quantities, dated, signed and stamped on the last page;
- c) Absence or non-compliance of the Unit Price Schedule indicating prices exclusive of VAT in figures and words, initialled on every page and signed on the last page;
- d) Breakdown of quantified unit prices initialled on every page and signed on the last page (optional);
- e) Omission of a quantified Unit Price.

❖ **For general eliminatory criteria**

- a) False declarations, fraud, forged or unauthentic documents;
- b) Failure to comply with at least 4 of the 5 essential criteria; including the criterion relating to technical specifications;
- c) Failure to comply with the file format for tenders submitted online.

16-2 Essential Criteria:

- a) Delivery schedule on **1 criterion**;
- b) Warranty on **1 criterion**;
- c) After-sales service on **1 criterion**;
- d) Contractor's references on **1 criterion**;
- e) Proof of acceptance of the terms and conditions of the contract on **1 criterion**.

17- Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the **lowest bidder**, whose offer is deemed substantially in conformity with Tender Documents.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract to a former contractor, whose supply contract with MINTP has not been deemed satisfactory or has led to the establishment of shortcomings or to termination of contract.

18- Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline.

19- Further Information

Further information may be obtained in the Project Owner's services during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located in the administrative neighbourhood at Etoudi. They are available online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchepublic.com> and <http://www.publiccontrats.cm>.

20- Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

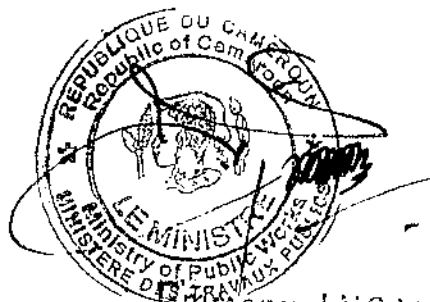
21- Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, PCRA.

Yaounde, 27 AOUT 2026

Copy:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (for publication on the COLEPS Platform);
- PCRA (for publication in the Public Contracts Logbook);
- MINTP;
- CIPM-SPIAG/MINTP;
- Notice board / Chrono / Archives.



Emmanuel NGANDU D.